

Thierry Feral

## L'attitude du Parti communiste d'Allemagne en 1933<sup>1</sup>

S'il est parfaitement légitime de s'interroger et de disputer à propos des erreurs politiques qui seraient imputables au Parti communiste d'Allemagne sous la République de Weimar<sup>2</sup> et en ce qui concerne ses éventuelles responsabilités dans l'accession des hitlériens au pouvoir<sup>3</sup>, dans la mesure où ce débat, mis au service de la connaissance, respecte les exigences qu'impose la science de l'histoire et ne dénature pas la vérité au profit

---

1 Cours de DEUG 2 (traduction de documents), Faculté de droit et science économique, Clermont-Ferrand, année universitaire 1990 – 1991 ; mise en ligne par le président Daniel Lamotte le 29 octobre 2020.

2 Voir G. Castellan, *L'Allemagne de Weimar*, Paris, Colin, 1969 ; O.K. Flechtheim, *Le Parti communiste allemand sous le République de Weimar*, Paris, Maspero, 1972 ; J. Bariéty et J. Droz, *République de Weimar et régime hitlérien*, Paris, Hatier, 1973.

3 Pour A. Grosser par exemple (in *Encyclopédie française*, t. XI, « Les internationales des partis politiques », Paris, Larousse - dépositaire général, 1957); il ne fait aucun doute que « *sur l'ordre de Moscou, les communistes allemands ont laissé Hitler venir au pouvoir* » ; or cet auteur se contredit en partie lui-même deux ans plus tard lorsque dans son *Hitler, la presse et la naissance d'une dictature* (Paris, Colin, 1959), il cite un certain nombre de coupures faisant justice de la légende selon laquelle le Parti communiste d'Allemagne aurait accepté le nazisme sans réagir (voir note 11). En vérité, la grande erreur vint du refus d'un front unique antifasciste par la direction stalinienne du Parti conformément à la thèse du Social-fascisme formulée par le Komintern, et ceci bien qu'un grand nombre de cadres et de militants en aient été partisans. Cf. à ce sujet cette circulaire du Comité central de janvier 1932 (Archives d'État Düsseldorf, 10657 G) : « *Il est tout à fait clair que le front unique des ouvriers ne peut se former que dans la lutte contre la baisse des salaires pour l'amélioration du niveau de vie, dans une lutte impitoyable contre le fascisme et pour l'Union soviétique tout en détruisant l'influence de l'organisation social-fasciste et en démasquant celle-ci en tant qu'organe et troupe auxiliaire du fascisme.* » Et encore le 14 juillet 1932 (*ibid.*), cette note qui taxe le Parti social-démocrate (SPD) de « *principal soutien de la bourgeoisie* » et dénonce tout accord entre les directions régionales des deux organisations, comme cela commençait à se pratiquer. Il n'est cependant pas non plus inutile d'analyser l'attitude du PC à la lumière de la politique que n'avait cessé de mener à son égard la Social-démocratie tout au long de la République de Weimar, à commencer par l'assassinat en janvier 1919 de ses principaux leaders (Karl Liebknecht, Rosa Luxemburg...) sur ordre de Noske (voir G. Noske, *Erlebtes aus Aufstieg und Niedergang einer Demokratie*, Offenbach/Main, Drott, 1947 ; L. Berthold et Helmut Neef, *Militarismus und Opportunismus gegen die Novemberrevolution*, Berlin-Est, Rütten & Loening, 1958; T. Eschenburg, *Die improvisierte Demokratie*, Munich, Piper, 1963 ; H. Heiber, *Die Republik von Weimar*, Munich, DTV, 1972).. En outre, en 1933, la SPD se refusait au niveau de son état-major à toute alliance avec la KPD contre les nazis (cf. *Bereit sein ist alles ! Rede des Genossen Breitscheid im Parteiausschuß der Sozialdemokratischen Partei am 31. Januar 1933*, ainsi que les différentes éditions du *Vorwärts*, organe central du SPD, du 31 janvier au 2 février 1933).

d'aprioris idéologiques<sup>4</sup>, il semble difficile aujourd'hui, à la lumière de la documentation disponible<sup>5</sup>, de négliger ou taire que le Parti communiste d'Allemagne fut la première organisation à s'opposer au nouveau régime dès son arrivée aux commandes de l'État, et à le défier sans défaillance jusqu'à son écrasement définitif par les Alliés.

À partir du 30 janvier 1933, la lutte contre la tyrannie brune et ses projets impérialistes devient le souci majeur du grand nombre des militants communistes pourtant traqués par les organisations paramilitaires nazies<sup>6</sup>, puis, dès le 26 avril, date de sa création, par la Gestapo<sup>7</sup>.

Cependant, il faut attendre encore bien des mois pour vaincre tout sectarisme<sup>8</sup> et pour que s'impose définitivement la nécessité d'un front antifasciste uni le plus large possible, qui aboutit durant l'été 1934 à la *Résolution pour la création d'un front uni des masses laborieuses en lutte contre la dictature hitlérienne*<sup>9</sup> et finalement, en juillet 1943, à la constitution du Comité National Allemagne Libre (NKFD)<sup>10</sup>.

Mais, ainsi que le relevait dès le 2 mars 1933 la *Gazette de Lausanne*,

---

4 Reproche adressé habituellement, certes non sans raisons, mais sans réciprocité, aux publications du « bloc socialiste ». Or il n'est pas difficile de relever le même *genre de manipulations dans des ouvrages occidentaux pourtant réputés sérieux*. À titre d'exemple : dans son *Que sais-je ?* consacré à L'Allemagne de Hitler (pp. 103-104 ; plusieurs rééditions), Claude David prétend que « jusqu'en 1938, il n'y eut en Allemagne aucune résistance organisée... C'est dans les milieux conservateurs que le mouvement de résistance recrute au début ses principaux adhérents ». Or comment concevoir que ce germaniste, témoin de la période hitlérienne et en 1954, date de la publication de son petit livre aux PUF, Professeur à la Faculté de Lille, ait pu ignorer pour la rédaction de son texte ne serait-ce que les livres essentiels de Rudolf Pechel (*Deutscher Widerstand*, 1947), Günther Weisenborn (*Der lautlose Aufstand*, 1953), ainsi que les mémoires du chef de la Gestapo, Rudolf Diels (*Lucifer ante Portas*, 1950) ? Et que dire du très célèbre *Troisième Reich* de W. Shirer, paru en traduction en 1960 chez Stock et depuis largement diffusé en « Livre de poche », lequel ne signale, en dépit de ses prétentions d'exhaustivité et d'objectivité, la résistance communiste qu'à propos de l'attentat du 20 juillet 1944 ?

5 Notamment : O. Winzer, *Zwölf Jahre Kampf gegen Faschismus und Krieg*, Düsseldorf, Das Neue Wort, 1955 ; J. Petersen, *Unsere Straße* [1936], Berlin, Aufbau, 1958 ; W. Sägebrecht, *Nicht Amboß sondern Hammer sein*, Berlin-Est, Dietz, 1968 ; W. Bohn, *Stuttgart geheim !*, Francfort/Main, Röderberg, 1969 ; U. Hochmuth et G. Meyer, *Streiflichter aus dem Hamburger Widerstand*, Francfort/Main, Röderberg, 1969 ; K. Klotzbach, *Gegen den Nationalsozialismus*, Hanovre, Verlag für Literatur und Zeitgeschichte, 1969 ; K. Schabrod, *Widerstand am Rhein und Ruhr*, Düsseldorf, Landesvorstand der Verfolgten des Nazi-Regimes, 1969 ; W.A. Schmid, *Damit Deutschland lebe*, Berlin-Est, Kongress-Verlag, 1958 ; F. Salm, *Im Schatten des Henkers*, Francfort/Main, Röderberg, 1973 ; K. Mammach, *Die deutsche antifaschistische Widerstandsbewegung*, Berlin-Est, Dietz, 1974 ; G. van Roon, *Widerstand im Dritten Reich*, Munich, Beck, 1979 ; H. Graml, *Widerstand im Dritten Reich*, Francfort/Main, Fischer, 1984 ; R. Löwenthal et P. von zur Mühlen, *Widerstand und Verweigerung in Deutschland*, Bonn, Dietz, 1984.

6 Cf. Hans Beimler, *Im Mörderlager Dachau. Vier Wochen in den Händen der braunen Banditen* [1933], Berlin-Est, Militärverlag der DDR, 2<sup>e</sup> 1980 ; W. Bredel, *Die Prüfung* [1934], Berlin-Est, Aufbau, régulièrement réédité ; A. Seghers, *Das Siebte Kreuz* [1942], Berlin-Est, Aufbau, régulièrement réédité.

7 Voir M. Pikarski, *Gestapo-Berichte über den antifaschistischen Widerstandskampf der KPD, 1933 bis 1945*, Berlin-Est, Dietz, 1989.

8 Sur la ligne politique de la KPD entre 1932 et 1935 : S. Bahne, *Die KPD und das Ende von Weimar*, Francfort/Main, Campus, 1976.

9 Cf. *Rundschau über Politik, Wirtschaft und Arbeiterbewegung*, n° 45, Bâle, Delta Verlag, 1935, p. 1867.

10 Voir E. Kügelgen, *Die Front war überall. Erlebnisse und Berichte vom Kampf des Nationalkomitees Freies Deutschland*, Berlin-Est, Deutscher Militärverlag, 3<sup>e</sup> 1968 ; KH. Pech, *An der Seite der Résistance*, Francfort/Main, Röderberg, 1974 ; T. Feral, *La Suisse au temps du nazisme*, Tarascon, Éditions du Devès, 1982. ; instructifs à cet égard sont également les souvenirs de Heinz Müller, *Kampftage in Berlin*, Berlin-Est, Dietz, 1973, et le roman de Dieter Lattmann, *Die Brüder*, Francfort/Main, Fischer, 1985.

l'essentiel à retenir est que les communistes ont indubitablement résisté « *bien que la lutte ne soit pas égale et qu'ils aient eu contre eux toutes les forces de l'État* »<sup>11</sup>.

Traduire de l'allemand – et évidemment, si nécessaire commenter – les cinq documents proposés relève du travail historique. Ce travail est important en tant que contribution pour éclairer les historiens français quant à la conviction avec laquelle le Parti communiste d'Allemagne a appelé à résister à l'instauration du pouvoir hitlérien et quant à la pertinence de ses appréciations sur la nocivité de ce pouvoir dès son établissement.

## **Tract du 30 janvier 1933** (IML<sup>12</sup> – VDF IX-2)

Grève générale contre le pouvoir terroriste fasciste !<sup>13</sup>

Hitler, chancelier du Reich ! Papen, vice-chancelier ! Hugenberg, dictateur économique ! Frick et Göring à la tête de la police ! Seldte, fondateur du « casque d'acier »<sup>14</sup>, ministre du travail !

Ce nouveau cabinet de la dictature fasciste déclarée<sup>15</sup> représente la déclaration de guerre la plus brutale et la plus manifeste à l'encontre des travailleurs et de la classe ouvrière allemande.

Les manœuvres mystificatrices du « Général social »<sup>16</sup> sont terminées. L'aggravation de la crise, le puissant élan révolutionnaire des masses contraignent la bourgeoisie à dévoiler son vrai visage sous les traits d'une dictature d'une brutalité extrême.

Les baïonnettes de la Reichswehr et les revolvers des bandes criminelles de la SA et de la SS remplacent les boniments sociaux. Salaires soumis à une

---

11 Cf. A. Grosser, *Hitler, la presse et la naissance d'une dictature*, op. cit., p. 165. Dans le même esprit, on consultera B. Engelmann, *Im Gleichschritt marsch*, Munich, Goldmann, 1984, ainsi que T. Mann – H. Hesse, *Briefwechsel*, Francfort/Main, Suhrkamp/Fischer, 1972, et K. Tucholsky, *Briefe aus dem Schweigen*, Reinbek/Hambourg, Rowohlt, 1977.

12 Institut für Marxismus-Leninismus, Berlin, RDA.

13 Rappelons qu'en mars 1920, la grève générale avait permis de faire échouer le putsch d'extrême-droite Kapp / Luttwitz.

14 *Stahlhelm* : ligue de droite des anciens combattants hostiles à la république fondée en décembre 1918 par le capitaine et directeur d'une entreprise chimique Franz Seldte (1882-1947) ; les anciens combattants social-démocrates étaient regroupés dans la « Bannière d'Empire » (*Reichsbanner*), les communistes dans le RFB (*Ritter Frontkämpferbund*).

15 En réalité, ce premier cabinet Hitler, dit « de concentration nationale » ne comptait que trois nazis ; les autres membres qui, pour la plupart, avaient participé à de précédents cabinets, venaient de la droite classique et auraient souhaité la restauration de la monarchie.

16 Kurt von Schleicher, chancelier du 2 décembre 1932 au 28 janvier 1933 ; voir à son propos G. Castellani, *L'Allemagne de Weimar*, Paris, Colin, 1969, pp. 393-394, ainsi que J.-M. Argelès et G. Badia, *Eépublique de Weimar – Troisième Reich, Histoire de l'Allemagne contemporaine vol 1*, Paris, Messidor / Éditions sociales, 1987, pp. 243-248.

exploitation éhontée, terreur sans bornes de la meurtrière peste brune, piétinement des derniers et maigres résidus des droits de la classe ouvrière, orientation effrénée vers la guerre impérialiste<sup>17</sup> : tel va être l'avenir immédiat !

Le parti des ouvriers allemands, le parti des grèves contre la soumission des salaires à l'exploitation, le parti de la défense de tous les travailleurs, de la lutte pour la liberté de la classe ouvrière et pour le socialisme, la KPD<sup>18</sup>, voilà qu'on veut l'interdire.

On parle aussi d'interdire l'organisation de lutte de la jeunesse prolétarienne, le KJVD<sup>19</sup>, ainsi que l'organisation de lutte de masse qui mène le combat contre l'exploitation des salaires et l'arbitraire patronal, la RGO<sup>20</sup> !

Ces agressions du fascisme constitueront le prélude au projet d'anéantissement total de l'ensemble des organisations ouvrières d'Allemagne.

Le régime terroriste sanglant et barbare du fascisme est instauré en Allemagne. Masses populaires, ne tolérez pas que les ennemis mortels du peuple allemand, les ennemis mortels des ouvriers et des paysans pauvres, des travailleurs de la ville et de la campagne, accomplissent leur forfait.

Mobilisez-vous contre les agressions et la terreur de la contre-révolution fasciste ! Descendez dans la rue ! Débrayez !

Répliquez immédiatement à l'agression des chiens sanguinaires fascistes par la grève, la grève massive, la grève générale !

Ouvriers, ouvrières, jeunes ouvriers, prenez immédiatement position dans toutes les entreprises, tous les syndicats, toutes les organisations ouvrières, toutes les agences de pointage au chômage pour la grève générale contre la dictature fasciste ! Décidez de cesser le travail ! Décidez des manifestations de masse ! Élisez des comités unitaires et des directions de grève, organisez la lutte !

Par cet appel, Le Parti communiste d'Allemagne s'adresse aux yeux de l'opinion publique prolétarienne à l'ADGB, l'AFA, la SPD<sup>21</sup>, ainsi qu'aux syndicats chrétiens, et les invite à rejoindre les communistes dans la grève générale contre la dictature fasciste des Hitler, Hugenberg, Papen, contre l'anéantissement des organisations ouvrières, pour la liberté de la classe

---

17 Sur la pertinence de ce jugement : W. Schumann, *Konzept für die Neuordnung der Welt*, Berlin-Est, Dietz, 1977.

18 Kommunistische Partei Deutschlands.

19 Kommunistischer Jugendverband Deutschlands (union communiste d'Allemagne de la jeunesse).

20 Revolutionäre Gewerkschaftsopposition (opposition syndicale révolutionnaire affiliée à la KPD).

21 Allgemeiner Gewerkschaftsbund (confédération générale des syndicats) et Allgemeiner freier Angestelltenbund (fédération générale des employés indépendants) affiliés à la SPD (Sozialdemokratische Partei Deutschlands / Parti social-démocrate d'Allemagne).

ouvrière !<sup>22</sup>  
(...)

Regroupez-vous autour du Parti communiste d'Allemagne menacé, autour du KJVD et de la RGO ; prenez conscience que le coup porté au prolétariat révolutionnaire est un coup porté à l'ensemble de la classe ouvrière allemande<sup>23</sup>.

Vive le front uni prolétarien contre la dictature fasciste hitlérienne ! Dehors les Hitler, Papen, Hugenberg ! Vive la grève générale, vive la lutte pour la liberté de la classe ouvrière, vive la lutte pour une république des ouvriers et des paysans !

### **Tract du début février 1933** **(IML – I 2/8)**

« Notre dernier espoir s'appelle Hitler » – C'est ce que déclaraient lors des élections de l'année dernière, à la vue des affiches du Parti nazi, des hommes et des femmes désespérés et affligés.

« Notre dernier espoir s'appelle Hitler » – Ainsi s'expriment en se frottant les mains de satisfaction :

- Les agents de change parce que les cours grimpent ;
- Les grands propriétaires terriens parce que les subventions accordées aux paysans des provinces baltes affluent dans leurs poche ;
- Les dirigeants des trusts parce qu'ils attendent, grâce aux derniers des contribuables, un nouvel afflux de plusieurs milliards dans leurs caisses;
- Les magnats de l'industrie lourde parce que les piètres résidus de la politique sociale et des conventions collectives vont être définitivement mis en pièces ;
- L'ensemble de la société des exploiters qui, en grugeant les masses laborieuses grâce à Hitler, vont prolonger leur domination.

Une indicible peur s'est emparée des chefs du Parti hitlérien, de l'ensemble de la société des exploiters et de leurs laquais. Tous redoutent que ne s'éveillent les millions de gens auxquels on a menti et qu'on a trompés.

---

22 La réaction de la direction nationale social-démocrate et des organisations de tendance social-démocrate fut négative. Cf. T. Feral, « Der antifaschistische Widerstandskampf der deutschen Intelligenz im Februar 1933 », in *Bulletin régional des professeurs d'allemand*, 11 / 1981, CRDP, Clermont-Ferrand.

23 Sur la lucidité de cette analyse : T. Feral, *Justiz im Dritten Reich*, Publication de la Faculté de Droit et Science économique, Clermont-Ferrand, 1984, p. 21 sq.

Quand ce réveil va-t-il se produire ? Quand ceux qu'on a dupés vont-ils s'en rendre compte et réagir ? C'est ce que se demandent avec une émotion croissante tous ces messieurs !

Combien de temps opèreront encore l'ivresse des retraites aux flambeaux, des ovations et des parades brunes, l'influence de la radiodiffusion occupée par le Parti nazi ?<sup>24</sup>

Du fait que les imposteurs ne redoutent rien tant que l'impétuosité de ce réveil et la tempête exigeant que soient réalisées les promesses faites, ils ont fixé des élections parlementaires au 5 mars.

Ils croient pouvoir encore échapper au règlement de compte ; grâce à la totale mobilisation de l'appareil d'État, ils croient encore pouvoir maintenir les masses dans un état d'ivresse fanatique ; ils croient pouvoir encore dissimuler aux masses l'orientation ultra-réactionnaire de leur politique !

Les élections annoncées sont des élections dominées par la terreur... Ces élections doivent avoir lieu après la promulgation de l'état d'urgence à l'encontre de la classe ouvrière révolutionnaire.

« Des têtes tomberont », avait proclamé Hitler en 1930 devant le tribunal du Reich<sup>25</sup>.

« Au moment voulu, il faudra éliminer 12 000 marxistes », annonçait Hitler dans son livre *Mein Kampf*, et ses lieutenants, dans leurs discours sangui-naires, ne furent pas moins clairs.

La semence sanglante a germé...

Depuis janvier 1930, 424 ouvriers antifascistes ont été tués par les hordes fascistes ; durant la première semaine du gouvernement Hitler, six ouvriers ont été assassinés par les SA.

Ce n'est là qu'un début...

---

<sup>24</sup> Voir A. Diller, *Rundfunkpolitik im Dritten Reich*, Munich, DTV, 1980, notamment le chap. 2.

<sup>25</sup> Il s'agit du procès qui se déroula du 23 septembre au 7 octobre 1930 devant la quatrième cour du tribunal de Leipzig. Trois jeunes officiers du 5ème régiment d'artillerie d'Ulm comparurent pour n'avoir pas respecté le décret du 31 janvier 1923 qui interdisait aux membres de la Reichswehr d'adhérer à un parti politique ; or ils s'étaient durant l'hiver 1929-1930 compromis avec la NSDAP. Les avocats nazis de la défense citèrent Hitler comme témoin. Sous la foi du serment, celui-ci assura ne vouloir arriver au pouvoir que par des moyens légaux, mais qu'il n'était pas exclu qu'il instaure alors *légalement* une juridiction qui fasse rouler *légalement* quelques têtes. Voir à ce propos E. Deuerlein, *Der Aufstieg der NSDAP in Augenzeugenberichten*, Munich, DTV, 1974, pp. 327-339.

## **Tract de la troisième semaine de février 1933 (IML – VDF IX-3)**

Dans la ville de Eisleben, juste après l'agression<sup>26</sup>, durant la nuit qui suivit et toute la journée du 13 février, des perquisitions ont eu lieu chez les membres d'organisations prolétariennes.

Dans la matinée, des quartiers entiers ont été occupés par la police et les logements des ouvriers fouillés pour y trouver des armes.

L'action a été menée par plusieurs centaines de la police de Halle.

Les policiers armés de carabines et coiffés du shako déferlent dans les rues ; sans cesse de nouveaux interpellés sont amenés au poste de police de l'hôtel de ville. Pour l'observateur, la collaboration entre la police et les nazis est évidente. Les SA en uniforme patrouillent dans la ville et provoquent les habitants. Un grand émoi règne au sein de la population de Eisleben (...)

Les événements survenus à Eisleben<sup>27</sup> sont un signal d'alerte à l'ensemble de la population laborieuse.

Depuis que Hitler est au pouvoir, trente-cinq ouvriers et femmes d'ouvriers ont été tués par les SA.

Les victimes vous exhortent :

Formez les front unitaire antifasciste !

Ne vous laissez pas entraîner dans l'attentisme<sup>28</sup> ! Attendre, c'est inciter les hordes SA à tenter de nouveaux coups de main terroristes !

(...)

N'attendez pas que le sang coule à nouveau ! Formez partout des comités populaires antifascistes d'autodéfense !

Protégez les maisons des ouvriers, protégez la vie des ouvriers, protégez ceux qui exercent des responsabilités dans les organisations ouvrières !

---

26 Événement resté dans l'histoire sous le nom de « dimanche sanglant de Eisleben » : le 12 février 1933, coup de force armé des nazis contre le Parti communiste et ses organisations ; très nombreuses victimes dont un enfant de 13 ans ; le commissaire de police Überschär qui voulait s'opposer aux nazis fut rossé et aussitôt démis de ses fonctions par le nouveau ministre de l'Intérieur de Prusse, Göring.

27 La petite cité minière (cuivre), qui avait vu naître Martin Luther, était un important fief du Parti communiste où se déroulaient des actions de protestation contre la nomination de Hitler au poste de chancelier. Déjà le 23 janvier, 300 SA avait défilé à travers la ville afin de perturber un meeting organisé par le PC en vue des élections parlementaires du 5 mars.

28 Qui était alors la position officielle du Parti social-démocrate (SPD) ; cf. note 3, *in fine*.

Rassemblez-vous autour du parti de l'action antifasciste unitaire !  
Rassemblez-vous autour du Parti communiste d'Allemagne !

## **Tract de la fin février 1933** **(IML – VDF IX-1)**

Appel de Ernst Thälmann, secrétaire général du Parti communiste d'Allemagne, à constituer le front unitaire antifasciste<sup>29</sup>

La dictature fasciste déclarée règne sur l'Allemagne. Le Président Hindenburg dont, il y a à peine un an, vous avez soutenu la campagne<sup>30</sup> de toutes vos forces sur l'ordre de vos dirigeants parce qu'on vous disait que l'élection de Hindenburg vous protégerait du fascisme hitlérien, le Président Hindenburg a remis le pouvoir à Adolf Hitler, Frick et Göring, Papen, Hugenberg et Seldte.

Par la terreur et les persécutions, la bourgeoisie vise à abattre la classe ouvrière et ses organisations. Les bandits fascistes commettent des meurtres en série à l'encontre des travailleurs social-démocrates, des travailleurs sans parti, des travailleurs communistes.

Sans cesse le Parti communiste a affirmé sa ferme et inébranlable volonté de mener la lutte commune avec tous les travailleurs et toutes les organisations qui de leur côté sont déterminés à lutter.

Comme au 20 juillet de l'année passée<sup>31</sup>, la KPD a adressé au 30 janvier de cette année, lors de la prise du pouvoir par Hitler, une offre de lutte commune à la Social-démocratie, à l'ADGB, à l'AFA<sup>32</sup>, et aux syndicats chrétiens? Vos dirigeants ont refusé ces propositions de front unitaire.

Au nom des centaines de milliers de membres du Parti communiste<sup>33</sup>, au nom des plus de six millions d'ouvriers, d'ouvrières, de jeunes travailleurs qui lors des dernières élections parlementaires ont manifesté leur confiance dans

---

29 Ernst Thälmann : né à Hambourg en 1886. Membre du présidium du Komintern et député au Reichstag à partir de 1924. Devenu secrétaire général du Parti communiste d'Allemagne en octobre 1925, il procède à la stalinisation du parti. Candidat à l'élection présidentielle de 1925 et 1932, il arrive chaque fois à la troisième place. Emprisonné le 3 mars 1933 dans la foulée de l'incendie du Reichstag, Goebbels lui propose d'être remis en liberté dans le cadre du Pacte de non-agression germano-soviétique (23 août 1939) à condition qu'il signe une déclaration de renoncement à toute activité politique : refus de Thälmann qui finira assassiné au camp de concentration de Buchenwald le 18 août 1944.

30 Thälmann s'adresse ici aux militants du Parti social-démocrate (SPD).

31 Lors du « Coup de force en Prusse » qui, les 20-21 juillet 1932, a vu Franz von Papen s'autoproclamer « Commissaire du Reich en Prusse » et destituer le gouvernement régional de coalition (SPD et Centre catholique) avec l'appui de l'armée (Gerd von Rundstedt, commandant de la place de Berlin) et le soutien du Président Hindenburg, le Parti communiste avait proposé à la direction du Parti social-démocrate de déclencher la grève générale ; celle-ci avait refusé afin de ne « pas donner prétexte à un ajournement des élections législatives » prévues pour le 31 juillet.

32 Voir note 21.

33 Environ 330 000 cotisants.

le Parti communiste<sup>34</sup>, je tends aux membres et responsables de la SPD et des syndicats, ainsi qu'aux millions de travailleurs sans parti, une main fraternelle pour organiser la lutte unitaire contre le fascisme.

Les assassins fascistes qui se déchaînent avec leurs poignards, leurs revolvers et des bombes contre les travailleurs, ne font aucune différence entre nous tous ; ils ne cherchent pas à savoir si vous avez la carte de la KPD, de la SPD, ou d'un syndicat chrétien.

Aussi, dans cette lutte pour la liberté de tous les antifascistes, l'appartenance à un parti ne doit pas faire obstacle à la lutte unitaire...

## **Tract du 3 juin 1933** **(IML – St 3 / 1010)**

La dictature fasciste a prononcé ses premières condamnations à mort.

Le 23 mai, à Chemnitz<sup>35</sup>, Winkler, un maçon de 24 ans, et Barthel, un ouvrier du bâtiment de 31 ans, tous deux communistes courageux, ont été condamnés à mort pour avoir tué en légitime défense un provocateur nazi...

Le 1er juin a été proclamée la sentence du procès concernant le « Dimanche sanglant d'Altona » ; quatre ouvriers révolutionnaires antifascistes qui, le 17 juillet 1932, avaient défendu avec la classe ouvrière révolutionnaire d'Altona la rouge<sup>36</sup> leur vie et leurs biens contre le défilé sanguinaire de milliers de SA et SS, défilé autorisé par Severing<sup>37</sup> et protégé par la police du préfet de police social-démocrate Eggerstedt<sup>38</sup>, ont été condamnés à mort par le tribunal d'exception fasciste.

(...)

Les autres accusés ont été condamnés à des peines de réclusion allant de cinq à quinze ans.

---

34 Il s'agit des élections parlementaires du 6 novembre 1932 où le PC a obtenu le meilleur score de son histoire : 5 980 000 voix, soit 16,9 % des votants, 100 sièges au Reichstag (196 sièges pour le Parti nazi, 121 sièges pour le Parti social-démocrate).

35 Ville industrielle de l'Ouest de la Saxe (« la Manchester saxonne ») ; encore récemment Karl-Marx-Stadt (RDA) ; Les SA y firent régner la terreur de février à juin 1933.

36 Banlieue ouvrière de Hambourg, fief communiste ; la manifestation nazie comptait quelque 7000 SA et SS ; une fusillade venue des toits fit deux victimes parmi les chemises brunes ; lors du nettoyage de la zone par la police, il y eut seize morts dans la population civile ; les arrestations de communistes qui s'ensuivirent furent effectuées sans aucune preuve, ce qui n'empêcha pas le tribunal de prononcer de lourdes peines contre les accusés et notamment de condamner à mort le 2 juin 1933 August Lütgens, Walter Möller, Bruno Tesch et Karl Wolff ; la sentence sera exécutée le 1er août 1933. Actuellement, l'historien Léon Schirmann vient de se lancer dans la constitution d'un dossier visant à démontrer que les procès des communistes condamnés ont été entièrement truqués.

37 Carl Severing (1875-1952), membre du Parti social-démocrate, ancien ministre de l'Intérieur du Reich et ministre de l'Intérieur de Prusse au moment des faits.

38 Otto Eggerstedt (1886-1933 au camp de concentration d'Esterwegen) ; député social-démocrate au Reichstag, préfet de police d'Altona-Wandsbek au moment des faits.

Entre-temps, il a été procédé à d'autres arrestations à partir desquelles la justice de classe veut mettre en scène un deuxième procès du Dimanche sanglant d'Altona.<sup>39</sup>

Aux guet-apens meurtriers, à l'assassinat d'otages, va désormais s'ajouter le meurtre « légal » par la justice de classe et la guillotine.

Pour lutter contre la faim, pour lutter contre le mécontentement croissant à l'égard des tarifs excessifs imposés par le gouvernement sur les produits d'alimentation, la classe dominante ne connaît pas d'autre moyen que le meurtre, les sévices, le camp de concentration.

Pour lutter contre la sympathie grandissante des masses opprimées pour les communistes, elle ne voit d'autre solution que le mensonge, la provocation, de fortes récompenses pour les indicateurs et les mouchards, sans parvenir pour autant à la réprimer.

Mais les communistes luttent pour toutes les couches asservies de la population laborieuse !

Ils luttent pour vous, ouvriers et paysans, classes moyennes et intellectuels, femmes et jeunes !

C'est en luttant pour vous qu'ils se font assassiner ; c'est pour vous qu'ils souffrent dans les geôles du troisième Reich !

N'admettez pas les projets criminels de la justice de classe ; n'admettez pas les meurtres qui frappent les travailleurs de Chemnitz et d'Altona.

Comme ils ont lutté pour vous, lutez pour eux !

Sauvez les combattants prolétariens de la pendaison et de la hache du bourreau !

Luttez pour la libération des prisonniers politiques prolétariens, pour la libération du dirigeant incarcéré du seul parti<sup>40</sup> qui ose opposer une résistance à la dictature fasciste souillée de sang : la KPD !

Luttez pour la libération d'Ernst Thälmann<sup>41</sup>...

---

39 Il se déroulera en avril 1934. Le communiste Gustav Brandt, 40 ans, ex-élu au parlement de Hambourg, y sera condamné à douze ans de réclusion au seul motif de sa position dirigeante au sein du parti ; il mourra au printemps 1945, vraisemblablement exécuté par la SS.

40 La DNVP (Parti populiste national-allemand) collabore avec Hitler (son président, Alfred Hugenberg, fait partie du nouveau gouvernement en tant que ministre de l'Économie, du Ravitaillement et de l'Agriculture) ; le « Zentrum » (Centre catholique) et sa fraction bavaroise (BVP) ont voté le 23 mars la « Loi d'habilitation » (*Ermächtigungsgesetz*) donnant les pleins pouvoirs à Hitler ; le Parti social-démocrate, qui a voté contre la « Loi d'habilitation », a néanmoins approuvé le 17 mai la déclaration de politique extérieure de Hitler (à préciser toutefois que depuis mars, de nombreux responsables social-démocrates ont été internés ou sont partis en exil où ils ont créé le 17 mai la SOPADE / Parti social-démocrate en exil).

41 Voir note 29.